

Contre le racisme venu d'en haut, l'union des travailleurs fait la force !

Qu'un Noir, Bally Bagayoko, soit élu maire d'une ville de plus de 100 000 habitants, Saint-Denis (93), et voilà que des égouts de l'extrême droite médiatique ressurgissent des tombereaux de merde raciste. « Famille des grands singes », « mâle-dominant », « tribu primitive », jetés à la figure de populations immigrées ou de leurs descendants français ! – eh oui, français !

Une haine au service d'une « élite » capitaliste...

De prétendus « philosophes » de plateau et soi-disant « journalistes » montrent ce qu'ils sont réellement : des larbins. Ils jouent sur CNews aux porte-paroles d'un soi-disant « bon peuple bien français », mais ils touchent pour leurs bons et loyaux services leur part de ce qui nous est extorqué par l'exploitation capitaliste. Ces minables expriment en fait la trouille de leur classe : la bourgeoisie.

Dans un passé pas si lointain, une majorité dans la classe capitaliste affectait d'être "libérale", bien élevée, tolérante – comme Macron en campagne au printemps 2017. Mais depuis une grosse décennie, trop de crises (climatique, économique, du vivant, des ressources, etc...) bouchent l'horizon. Alors, le naturel revient au galop – tel Macron se révélant, une fois élu, brutal, fan de Pétain et de blagues racistes.

Tout ce qui dénonce les oppressions est dénigré sous le label de « wokisme », tandis que l'écrivain raté Renaud Camus et son « grand remplacement » sont comblés de louanges par une fraction grandissante des classes dominantes.

... dont Trump est le prophète

Aux États-Unis, les Elon Musk et autres Peter Thiel, milliardaire catholique intégriste et grand patron de la tech, ont porté Trump au pouvoir avec la mission de réaffirmer par tous les moyens l'hégémonie mondiale de l'impérialisme américain.

D'où les bombardements sur l'Iran, ciblant maintenant non plus des bases militaires, mais les hôpitaux, les ponts, les centrales électriques... Trump a promis de le « ramener à l'âge de pierre ». Le voilà l'homme des cavernes, mâle en mal de domination !

Lui et les milliardaires dont il est le représentant comptent bien nous faire payer leurs guerres, en

faisant bondir les prix du pétrole et du gaz, c'est-à-dire la matière première de la majorité des produits industriels, sans parler du carburant de nos voitures ; et en alimentant leurs budgets de guerre des milliards qu'ils refusent aux services publics.

L'unité de la classe ouvrière mondiale, voilà l'issue

Pour y parvenir, il leur faut renforcer le racisme par tous les moyens. Ce sont les rafles de l'ICE, la police anti-immigration militarisée de Trump aux États-Unis. Chez nous, c'est la chasse aux sans-papiers, ces collègues de travail sans qui l'économie ne pourrait pas tourner, mais à qui les flics font raser les murs pour que les patrons les exploitent encore plus facilement. C'est aussi la campagne venimeuse qui prétend démasquer des « terroristes » derrière les soutiens du peuple palestinien.

Heureusement, nous sommes nombreux à refuser de tomber dans la division raciste dont le but ultime est de nous empêcher, nous travailleurs, d'unir nos forces. Le dernier week-end de mars, des centaines de milliers de Britanniques ont manifesté contre le racisme, tandis que 8 millions d'Américains défilaient contre Trump. Samedi 4 avril à Saint-Denis, nous avons été des milliers à dire non au racisme. Ces manifestations démontrent que l'issue est bien dans l'action collective.

Nous ne pouvons nous prémunir des crises qu'en les faisant payer aux vrais responsables : les capitalistes. Il n'y aura pas de remède efficace à l'inflation sans grèves pour l'augmentation des salaires. Chaque hausse du gazole, des loyers ou de la nourriture doit être répercutée sur nos salaires, nos pensions ou nos allocations ! Victorieux, nous ferons en retour reculer le racisme. Nous redonnerons tout son sens au vieux mot d'ordre « **Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !**

Refusons de payer le prix de leur sale guerre contre l'Iran

La hausse du prix du pétrole brut et la relance de l'inflation suite à la guerre au Moyen Orient frappent de plein fouet des millions de gens, particuliers ou professionnels. Mais si le prix des carburants est pour moitié composé de taxes, il ne faut pas oublier qui, d'après l'association Greenpeace, a tiré le plus de profit de la situation : les compagnies pétrolières elles-mêmes, avec des milliards de dollars de surprofits en un seul mois, en vendant au prix fort des stocks achetés avant la hausse. Opération spéculative à laquelle Total a ajouté une juteuse opération commerciale : griller ses concurrents en plafonnant momentanément ses prix. Mais pour Macron, Lecornu, Le Pen ou Bardella, pas question aujourd'hui de taxer ces surprofits. Après comme avant le cessez-le-feu, pour se protéger contre l'inflation, les classes populaires n'ont donc pas d'autre moyen que de se battre pour l'indexation des salaires, des allocations et des pensions sur l'inflation; mais aussi pour priver les compagnies pétrolières de leurs moyens de nuire, et empêcher le gouvernement de donner à l'armée les milliards dont il prive l'éducation, la santé, les services publics.

Sur terre ou dans l'air, dire non à la fabrication d'armes de guerre !

La Direction de Renault assure que l'automobile reste son "cœur de métier". Pourtant, après la fabrication de drones volants à l'usine du Mans, confirmée en février dernier, en partenariat avec l'entreprise de défense Turgis Gaillard, Renault a lâché fin mars des informations sur la fabrication de futurs drones terrestres. On apprend dans la presse que le groupe s'est allié à l'entreprise Arquus - spécialisée dans la conception, la production et la maintenance de véhicules militaires - pour fabriquer de petits engins pour l'armée, qui seraient soi-disant non-armés... mais néanmoins "armables" ! Ils doivent d'ailleurs être présentés au Salon militaire Eurosatory en juin prochain. Mais accepter la fabrication industrielle de drones, c'est aussi accepter l'idée d'en prendre en retour sur la figure, c'est accepter la marche à la guerre. Parce que nous ne sommes pas prêts à « *accepter de perdre [nos] enfants* », comme nous y invitait le chef d'état-major des Armées en novembre dernier, il devient urgent de combattre ce retour de Renault vers l'industrie de guerre.

Projet de loi anti-fraude : la chasse aux pauvres continue

Grâce à de multiples dispositifs juridiques qui rendent opaque la frontière avec une fraude fiscale évaluée entre 80 et 100 milliards, des milliers de millionnaires échappent à l'impôt sur le revenu. Malgré cela, l'essentiel du projet de loi discuté à l'Assemblée porte, lui, sur la fraude « sociale » : 14 milliards, dont 4 seulement pour la fraude aux prestations sociales. Les allocataires de ces prestations, pauvres par définition, sont donc les principales cibles d'une loi qui instaure une

suspension d'aides sur une simple « suspicion de fraude », dont l'appréciation est laissée aux administrations, en dehors de tout contact humain avec la personne visée. Sans compter l'amendement voté à l'initiative du Rassemblement National qui instaure, à la place de pénalités fixées auparavant "*en fonction de la gravité des faits*", une amende plancher "*égale au triple des montants indûment perçus*" : de quoi faire littéralement crever de faim la personne qui a mal actualisé son dossier. Le même jour, l'Assemblée rejetait une série d'amendements visant à lutter plus durement contre la fraude fiscale, concernant les ménages les plus fortunés. Tout un symbole !

Non à la complicité de Macron à la guerre contre l'Iran

Dès son discours du 3 mars dernier, Macron affichait une complicité honteuse avec la nouvelle guerre de Trump et Nétanyahou. Certes, il disait désapprouver une guerre conduite en dehors du droit international, mais après avoir d'abord affirmé que « *la République islamique d'Iran porte la responsabilité première de cette situation* ». D'où dès le début les opérations des avions Rafale au dessus des bases françaises aux Emirats Arabes Unis, zone désignée « comme d'intérêt majeur » par le ministère français des armées. Car c'est bien de la défense des intérêts de l'impérialisme français dans la région qu'il s'agit. Après le déploiement dans la région de tout un arsenal de guerre (porte avion Charles de Gaulle, frégates ...), l'envoi d'hélicoptères Tigre, capables de détruire les drones iraniens, confirme que l'implication de la France n'est pas seulement « défensive ». Par ailleurs, malgré les dires de Trump, Paris n'a pas interdit le survol de son territoire aux appareils américains impliqués dans le conflit ; et certains d'entre eux y font escale, comme récemment à Istres. Contre cette complicité active, refusons l'engrenage .

Etat d'Israël, Etat criminel : Pouvoir continuer de le dire

Dans l'ombre de celle contre l'Iran, l'État d'Israël continue son autre implacable guerre : en poursuivant le martyre de la population de Gaza, en avançant à grands pas vers la colonisation totale de la Cisjordanie et l'annexion pure et simple du sud du Liban. Au lieu d'une indignation unanime, une partie dominante de la classe politique en France veut à tout prix faire taire les voix critiques : sous le prétexte intolérable que critiquer le sionisme, la politique de l'État d'Israël, ou affirmer une solidarité active avec le peuple palestinien seraient des preuves d'antisémitisme. D'où les poursuites judiciaires contre des militant.es ou des élu.es, comme Rima Hassan, des formations politiques, comme la LFI, ou des associations, comme « Urgence Palestine ». Dans la foulée, Macron et Lecornu donnent leur aval à la proposition de loi Yadan (en débat à l'Assemblée le 16 avril prochain), qui entérinerait en droit l'amalgame entre antisémitisme et antisémitisme, criminalisation à la clé. Pétitions, rassemblements, interpellation des député.es, faisons barrage à cette loi liberticide.

Internet: <https://npa-revolutionnaires.org/> - FB: NPAREvolutionnairesRouenagglo - Insta: npa.revo.rouen.agglo

Contact par mail: npa.rouen.communique@gmail.com